



Jeunes & Régionales 2019

Débat sur la démocratie

avec

Zoé Genot (Ecolo)

Carine Gol-Lescot (MR)

Joëlle Milquet (cdH)

Thomas Huddleston (vote Brussels)

29 janvier 2019

Présentateur : ...et ils auront délibéré sur deux questions par sous-groupe. Il y en a un certain nombre et nous allons essayer de veiller à les regrouper par thématiques. On vous a déjà présenté ce matin. Donc, ils ont déjà une idée de qui vous êtes, de quel parti vous faites partie, de votre parcours politique.

Je propose qu'on enchaîne directement avec les premières questions. On va commencer avec la démocratie délibérative. Qui souhaitait poser une question ?

(brouhaha)

Présentez-vous. Dites-nous qui vous êtes, d'où vous venez. Indiquez quelle question et à qui vous voulez la poser.

- Intervenant 1 : Je m'appelle Inès. Je viens du collège du Sacré-Cœur de (inaudible). Je vais poser une question au sujet du cumul des mandats à madame Genot. Est-ce qu'un accord peut-être trouvé avec les flamands pour les décumuls ; et sinon, êtes-vous prêts à entrer dans un conflit communautaire ?
- Présentateur : Ça commence bien.
- Zoé Genot : C'est vrai que c'est un grand combat pour Écolo, le décumul. Donc, chez nous, vous ne rencontrerez d'échevins ou de bourgmestre qui sont en même temps députés. On trouve qu'être bourgmestre ou échevin c'est un boulot à plein temps. Être député, c'est un boulot à plein temps. Il y a toujours des gens qui viennent me voir pour des trucs qu'il faudrait améliorer. J'ai une pile comme ça de dossiers sur lesquels j'aimerais travailler. On a jamais fini, on ne sait pas faire deux boulots. On est des gens normaux. Donc, ça fait des années qu'on se bat pour ça. Et grâce - ou malheureusement - aux scandales Publifin, SamuSocial, etc., une série de partis nous ont rejoint. Et donc, on a réussi à faire un texte qui propose qu'en région Bruxelloise il ne soit plus possible d'être bourgmestre, échevin et député, et qui a été soutenu par le PS, par DÉFi, par le sp.a et par – on travaille toujours avec Groen! – qui a donc été déposé avec Groen!. Par la suite, le cdH a soutenu aussi la proposition. Et donc c'était un long combat. Parce que toute une série de partis disent qu'ils sont pour mais cela a quand même pris plus d'un an et demi pour arriver à ce qu'on passe toutes les étapes au parlement. La dernière étape c'était quand ? La dernière étape c'était en juin où on a réussi à obtenir le premier vote au niveau du parlement Bruxellois et où les partis que je vous ai cités ont voté pour la proposition de décumul. Donc, une majorité des 89 députés Bruxellois ont dit « On veut que ça s'arrête. Le décumul. » Mais, et c'est là-dessus que porte toute la question de Inès, seulement un tiers des députés néerlandophones a soutenu la proposition. Donc, plus de cinquante pourcents des députés globalement ont soutenu la proposition, mais pas la moitié des députés néerlandophones puisque N-Va, Vld et Cd&V ont voté contre la proposition du décumul. À la suite de ça, le parlement flamand a dit « votre proposition : ça ne va pas. On trouve que ça lèse les flamands de Bruxelles et donc on va la réexaminer ». Et donc ce n'est passé, ça a été rediscuté. Les parlements ont discuté avec le parlement flamand. Puis ensuite, ce n'est passé au Sénat, où ils en ont discuté. Puis maintenant cela se discute entre gouvernements. J'attends l'avis, normalement il devrait être rentré pour vendredi, il n'est toujours pas rentré. Tout le monde essaye de faire trainer le bazar un maximum. Nous notre objectif, c'est de redemander un deuxième vote. Parce qu'il y a une procédure spéciale au parlement Bruxellois qui dit : « Si vous faites un premier vote où vous n'avez pas eu la

moitié des néerlandophones et la moitié des francophones, vous pouvez refaire un deuxième vote où il faut qu'il y ait la moitié des députés Bruxellois qui soutiennent votre mesure mais seulement un tiers (inaudible). C'est un peu une bombe communautaire dans le sens où on a jamais utilisé cette procédure. Donc, pour nous, cela serait un problème si l'on utilisait cette procédure *contre* les néerlandophones. Mais est-ce que le décumul embêterait les néerlandophones ? Ou les rendrait moins puissants en région Bruxelloise ? Pour nous pas. Au contraire, il y aurait toujours autant de députés néerlandophones. Il y aurait toujours autant d'échevins néerlandophones. Il y aurait plus de néerlandophones impliqués en politique. Si Groen! et le sp.a défendent la mesure, c'est parce que ça ne lèse pas les néerlandophones. Et donc oui, nous, on est prêts à aller à ce deuxième vote. Parce qu'on a vraiment envie d'avancer sur ce sujet et qu'on a l'impression que l'outil de protection des néerlandophones qui est de dire qu'ils doivent aussi avoir la moitié, est utilisé par certains qui sont contre le décumul, qui ne protègent pas du tout les intérêts des néerlandophones mais qui protègent leurs intérêts à eux, qui veulent vite pouvoir continuer à cumuler. Et ça, ça ne va pas pour nous.

- Présentateur : Est-ce que quelqu'un veut réagir à ce qui a été dit ?
On va poser alors une question. Quelqu'un aurait une question sur la même thématique que la question du cumul des mandats ?

- Intervenante 2: Bonjour, je m'appelle Pierre. Je suis à (inaudible). Moi c'est une question pour Madame Genot, encore une fois. Et donc c'est : « Est-ce que le décumul de risque-t-il pas d'augmenter au niveau communal et régional, puisqu'il y aurait plus de parlementaires ? Et est-ce que cela ne complexifierait pas les prises de décisions ? »

- Présentateur : On va prendre toutes les questions autour de cette thématique et on va essayer de varier les intervenants. Qui voulait poser une question ? Vous vouliez poser une question !

- Intervenante 3 : Bonjour, moi c'est Imane. (inaudible) La question c'était : « Votre parti est contre le cumul des mandats, pourtant, vous en cumulez. Quelle est votre position (inaudible) ?

- Présentateur : À qui est-ce que vous posez la question ?

- Intervenante 3 : À Madame Genot.

- Présentateur : Est-ce qu'il y a encore d'autres questions par rapport à cette thématique ? Une autre question ? Et bien, Madame Genot, toutes les questions sont pour vous alors.

- Zoé Genot : Je vais commencer par la deuxième : la question d'Imane. Est-ce que je cumule ? Donc moi je suis conseillère communale à Saint-Josse. Donc j'ai deux mandats : je suis députée, cheffe de groupe et conseillère communale à Saint-Josse. Mais c'est quoi conseiller communal ? Conseiller communal, c'est une réunion par mois en soirée. Tous les conseillers communaux, les neuf conseillers communaux à Saint-Josse, ils ont un boulot en plus. Parce qu'évidemment, ce n'est pas avec un jeton de 100€ bruts que vous vivez. Tout le monde a un boulot en plus. Et donc, ça, les statuts d'Écolo le permettent. On ne dit « pas deux boulots »,

mais par contre vous pouvez vous occuper aussi de votre commune si vous avez le soutien de membre Écolos qui décident si vous pouvez le faire ou pas, si c'est nécessaire ou pas. Donc, on ne peut pas faire deux boulots payés à temps plein. Mais conseiller communal, ce n'est pas un boulot. Un de mes conseiller communal est chauffeur de bus, un autre est médecin, un autre est fonctionnaire, un autre est chômeur. Ce n'est pas un boulot conseiller communal. C'est pour cela que là, on permet le cumul. Deuxième chose, la question de Pierre : « Est-ce que ça va couter plus cher ? » Oui, ça va couter un peu plus cher. Pas parce qu'il y a plus de députés. Il y a, à l'heure actuelle, 89 députés en région Bruxelloise. Demain il y aura toujours 89 députés en région Bruxelloise. Qu'est-ce qui se passe pour l'instant ? C'est que quand quelqu'un, par exemple Monsieur Charles Picqué, président du parlement Bruxellois. Il est très bien payé par le parlement Bruxellois, donc la commune de Saint-Gilles ne doit presque rien le payer en tant que bourgmestre parce qu'il a déjà atteint le plafond de ce qu'il peut gagner. Donc la commune de Saint-Gilles, c'est vrai, fait une économie. Mais, du coup, ce qu'on dit c'est qu'au niveau du parlement Bruxellois cela ne changera rien. On continuera à payer les députés. Par contre, au niveau de certaines communes, il va falloir payer certains échevins ou certains bourgmestres entièrement. Mais par contre, on va avoir des échevins et des bourgmestres qui seront là aussi pour travailler entièrement au service des citoyens. Et quand on voit le nombre de dossiers que les citoyens voudraient voir bouger, le nombre de citoyens qui disent « C'est compliqué d'obtenir un rendez-vous pour discuter de telle ou telle problématique » : Je pense que la démocratie mérite ce cout.

- Présentateur : Alors, Madame Milquet voulait réagir.
- Joëlle Milquet : Non non, je ne veux pas réagir. C'est peut-être apporter des éléments en plus. Moi, à titre personnel, j'ai évidemment voté également pour le décumul, même si je ne pense pas que c'était la plus grande priorité en matière d'éthique politique. Deuxièmement, à titre personnel, j'ai été un point plus loin. Alors qu'on me sollicitait – normalement j'étais conseillère communale et j'avais aussi été échevine à la Ville de Bruxelles tout en étant présidente de parti à l'époque – j'ai décidé de me concentrer sur un seul mandat. Donc, j'ai décidé de faire les prochaines élections au niveau législatif mais je n'ai pas participé aux élections communales, comme ça au moins c'est clair, je ne suis pas conseillère communale. Et je n'ai dès lors qu'un seul mandat.

Alors, une petite nuance que je voulais apporter. Et je défends cela : je pense que les plus grandes urgences c'était à la fois sur le contrôle de la gouvernance, sur l'absence de conflits d'intérêt, sur la diminution drastique des émoluments des mandats – qui était une vraie plaie au niveau de la politique Bruxelloise, etc. Et que le cumul des mandats en tant que tel – c'est vrai que ça a été imposé dans l'agenda politique d'un coup par le PS, qui un peu emmêlé dans des affaires, s'est dit « je vais venir avec le cumul des mandats » et c'est Monsieur Magnette qui a porté ce débat pour essayer de s'en sortir avec des idées positives. Fondamentalement, il ne faut pas confondre malhonnêteté, manque d'éthique et cumul en tant que tel. Moi, quand j'étais ministre ou autre, j'ai toujours intéressé malgré tout – et ce n'est pas pour autant que je change d'opinion maintenant – que vous ayez en commission des personnes qui connaissent très bien votre commune, qui connaissent très bien la façon dont on gère la police, qui connaissent très bien le CPAS, qui connaissent très bien la situation dans les quartier, la situation *concrète* des femmes toutes seules avec leur gosse qui ne savent pas nouer les deux bouts, etc., et qui apportent des éléments assez importants quand on doit

prendre une législation car ils sont sur le terrain et qu'ils peuvent relayer et des attentes et des problématiques qu'ils maîtrisent bien. Il y a tellement de liens. Tout est tellement lié. On a des politiques très éclatées au niveau des compétences (fédéral, régional, communautaire, local). Mais *in fine*, quand vous parlez d'emploi, et que vous devez prendre des décisions sur les chômeurs, c'est quand même très bien de pouvoir gérer au niveau local des missions locales et de bien connaître quels sont les problèmes. Donc je trouvais que ce point-là était intéressant. C'est pour ça que dans la demande et dans la proposition de soutien du cumul, moi il y a deux choses que je trouve importantes. C'est qu'alors on garde des liens. Et il y avait des pistes et je pense qu'on aurait un consensus. Qu'il y ait au moins des rencontres entre les parlementaires, surtout à Bruxelles. (Bon, ce n'est jamais qu'un million et demi. C'est l'équivalent d'une ville de province en France. C'est une grande capitale néanmoins.) Qu'on ait des réunions assez régulières entre les membres mandataires locaux, les pieds sur le terrain, et les parlementaires pour qu'on soit cohérents et qu'on s'échange et les infos, et les priorités. Donc je pense que ça c'est important : garder les liens et diminuer le nombre de mandataires locaux. Parce qu'on a évoqué tant de mandataires locaux de manière tout à fait excessive à Bruxelles. On a un parlement qui est plus important qu'en Wallonie alors que le nombre d'habitants est quand même bien moins important. Bon, c'est une question qu'on a du faire avec les Néerlandophones. Mais enfin, plus de 70 parlementaires pour une ville ou une région comme la nôtre, c'est quand même complètement excessif. Moi je suis pour la diminution très forte des mandataires parlementaires parce que si on dit « qu'un seul mandat » : qu'ils soient peu et qu'ils travaillent alors beaucoup. Et idem pour les échevins et pour les conseillers communaux. Conseillers communaux passe encore. Mais les échevins, si l'on veut qu'ils n'aient plus que ça comme job, alors on ne va pas faire uniquement « tourisme et sport » - même si c'est très important. Je préfère avoir quatre ou cinq échevins avec de fortes compétences, qui travaillent à temps plein mais qui font alors vraiment du boulot (inaudible). Car à la fois ça coûte cher et ça dilue les responsabilités et ça fait beaucoup d'incohérences entre communes et régions. Et moi je tiens à la cohérence entre les politiques, voilà.

- Présentateur : Madame Lescot peut-être. Est-ce que pour vous il y a trop de mandataires locaux à Bruxelles ?

- Carine Gol-Lescot : Je dirais qu'il y a une chose où je serais d'accord avec madame Milquet, c'est qu'effectivement si on enlève le décumule il faudra aussi réduire le nombre de mandataire parce je crois que c'est une chose nécessaire maintenant, je crois que le décumule c'est très bien à partir d'un certain nombre d'habitant parce que je ne crois pas qu'il faille traiter le bourgmestre de la ville de Bruxelles comme le bourgmestre d'un village de Wallonie. Lui, non-seulement, je crois, n'a pas le travail qu'il faut. Et surtout actuellement, n'a pas le salaire pour vivre de son mandat de bourgmestre. Alors c'est très facile de dire, on les compare souvent. Je crois qu'on a l'impression que tous les mandataires publiques qui soient sont super bien payés. Moi, je suis échevin d'une commune qui a aucun problème d'habitant. Je n'ai aucun problème pour vivre de mon mandat. Mais il faut aussi comparer avec des villages, avec des petites villes où là les mandataires publiques n'ont pas les moyens. Alors je crois que si on veut aussi qu'un mandat soit rempli dans l'honnêteté la plus grande, - et c'est, je crois, la première nécessité - il faut aussi que la personne qui soit élue ait de quoi vivre du mandat pour lequel il a été élu. C'est pour ça que dans mon parti on est pour le décumul à partir de 50000 habitants. Le montant de 50000 peut peut-être être discuté, mais je crois aussi qu'il

faut aussi comprendre ce que ça va avoir comme impact sur le financement communal. Parce qu'actuellement, effectivement, il y a des partis qui en parlent beaucoup et qui ne le font pas. Nous on en parle peut-être moins mais on l'a dit. Et donc, effectivement, quand je vois les finances communales cette année-ci par rapport à, il y a deux ans, quand il y avait trois mandataires publiques qui étaient au collège échevinal, ça change largement aussi les budgets de la commune. C'est quelque chose avec quoi je suis tout à fait d'accord, la démocratie vaut la peine. Quand on me dit que les élections coutent trop cher, je dis que dans les pays où il n'y a pas d'élections, en général, il y a la police. Et ça coute beaucoup plus cher et c'est beaucoup moins agréable d'y vivre. La démocratie a un cout. Mais il faut voir jusqu'ou on doit y aller.

Présentateur : Merci. Alors on va passer à un autre sous-thème de ce débat sur la démocratie délibérative. Quelqu'un aurait des questions ? Peut-être pour Monsieur (inaudible, non-repris dans la liste : Deprelle ? 16 :30), qui n'a pas encore pu prendre la parole ? On va rassembler, encore, les questions.

Intervenant 4 : Je m'appelle Eli-Brahim et je suis à l'Athénée Royale (inaudible). Ma question pour Monsieur Huddleston c'est : « Devrait-on accorder plus d'importance à la durée de la résidence dans un pays qu'à la nationalité qu'à la nationalité à laquelle tu dois adhérer ? »

Présentateur : Donc on est sur la question du droit de vote des étrangers. Quelqu'un aurait une autre question sur cette thématique-là ?

Intervenant 5 : (Inaudible). Comment expliquez-vous que certaines personnes payent des taxes en Belgique sans avoir le droit de vote ?

Présentateur : Encore d'autres questions par rapport à la même thématique ?

Intervenant 6 : Moi je m'appelle Selma, je viens de l'athénée (inaudible). Et la question que je voulais poser c'était : « Bruxelles-Capitale peut-elle avancer toute seule en autorisant le vote de tous les étrangers qui ont suivi un parcours d'intégration ? »

Thomas Huddleston : Bon, beaucoup de questions. Je ne sais pas si je peux répondre à toutes les questions à la fois. Je vais donner une approche citoyenne parce que (inaudible) semble impliquer beaucoup de volontaires à faire l'inscription des étrangers pour les communales et aussi la mobilisation dans les communes pour demander le droit de vote à échelles régionale. Mais aussi, une connaissance internationale, comme moi je travaille aussi comme un expert international sur la participation démocratique des étrangers. Donc, pour mettre ça en contexte, je pense qu'il est absolument nécessaire qu'on se rende compte que Bruxelles est la capitale de l'Europe. Ça a fort changé la démographie en cette ville. Même quand nous sommes la deuxième ville la plus cosmopolite au monde, avec 62% de la population qui est née à l'étranger. On est la deuxième ville la plus cosmopolite dans le monde. La première ville la plus cosmopolite dans le monde, c'est Dubaï. Et je pense que Bruxelles ne veut pas devenir une ville comme Dubaï où les étrangers, si vous connaissez cette histoire, sont exploités. Nous on veut être la première ville cosmopolite et démocratique. Et donc, parmi ces deux tiers de la population née à l'étranger, presque la moitié ne sont pas belges. Et parmi eux, les $\frac{3}{4}$ sont des citoyens européens qui n'acquièrent pas la nationalité Belge. Donc, je pense que, pour répondre à la première question, baser le droit de vote à l'échelle régional et aussi vivre avec

le système qu'on a à l'échelle communale va juste accroître le déficit démocratique dans cette ville. Et on n'aura pas, alors, une population responsabilisée et active, pour faire en sorte que Bruxelles se reforme et trouve de meilleures solutions. Donc, si ce n'est pas basé sur la nationalité, comment est-ce qu'on organise toute cette question ? Ça c'est aussi une des questions que vous avez soulevées. Pour la question sur les impôts, c'est une manière de voir les choses. Moi je suis anglo-américain. Je dois continuer de payer les impôts aux États-Unis. Les États-Unis et (inaudible), c'est les deux pays dans le monde où même quand on est à l'étranger, on doit payer les impôts. Ça c'est comment les américains pensent la citoyenneté. Ici en Belgique, on a enlevé la situation économique comme critère du droit de vote au 19^{ème} siècle car on trouvait que c'était injuste. Parce que ça faisait en sorte que si on ne travaille pas, alors on perd le droit d'avoir un mot sur le système social ou économique. Et il faut alors qu'on (inaudible). La grande majorité des non-Belges, ici à Bruxelles, paient les impôts. Évidemment, Bruxelles c'est aussi une ville des rentiers Belges et non-Belges. Et je pense qu'on doit avoir une discussion sur le financement de Bruxelles. Mais ça c'est une autre question.

On va se baser sur la durée de résidence, comme tu as proposé. On peut dire que les gens qui habitent ici après 5 ans ou 10 ans, ils peuvent plus voter à l'échelle régionale. Et aussi, Bruxelles n'est pas qu'une ville cosmopolite, c'est aussi une ville très mobile. Il y a beaucoup de gens Belges et non-Belges qui viennent à Bruxelles, qui partent de Bruxelles. Et donc si on dit : « Il faut vivre à Bruxelles pendant 10 ans », les étudiants ne pourront pas voter, les jeunes professionnels pourront pas voter. Nous on pense que c'est mieux qu'on dise « si on réside à Bruxelles, on a le droit de vote ici à Bruxelles ». Et qu'on a les mêmes conditions que pour les communales. Ça veut dire que les Européens qui s'inscrivent peuvent voter directement et les non-Européens, peuvent voter quand ils ont 5 ans de résidence. Ça veut dire qu'ils ont fait des parcours d'intégration. Puis ils ont trouvé un emploi, ils ont appelé la banque. Ils le faisaient de manière naturelle. Et on pense que cela est une condition pour une renaissance de la démocratie ici à Bruxelles.

Présentateur : Quelqu'un a une question par rapport à ça ? Puis on vous fera passer la parole pour réagir par rapport au droit de vote des étrangers dans la région Bruxelloise. Parce que c'est ça la problématique aussi.

Intervenant 7 : Bonjour, je m'appelle Mila. Je suis de l'ACJ. Et on voulait savoir si tout le monde était d'accord ici et si vous-même vous étiez d'accord que les étrangers devraient avoir le droit de vote. Qu'est-ce qui empêche l'accès au droit de vote des étrangers, maintenant ?

Présentateur : C'est une très bonne question. Vous pouvez tous les quatre réagir. D'abord vous, puis madame Milquet, Madame Genot, Madame Gol.

Thomas Huddleston : Oui, alors ce qui est très intéressant c'est à l'échelle communale. Actuellement, les Européens et les non-Européens ont la possibilité de voter. Nous avec la campagne "Vote Brussels", on a pu doubler le nombre d'inscriptions en quelques mois. Et ce qu'on a remarqué, c'est qu'on a un vrai problème ici à Bruxelles avec l'inscription. Donc l'inscription est un aspect de la démocratie. Mais c'est un aspect de la démocratie qui ne marche pas bien dans le contexte Belge.

Présentateur : Il faudra peut-être recontextualiser. Pour pouvoir voter aux élections communales, pour remplir les conditions pour, il faut encore s'inscrire.

Thomas Huddleston : Et pour s'inscrire, il faut savoir. Il faut remplir un formulaire. Il faut l'envoyer à l'administration et attendre une réponse. Et, quand je dis que ça ne marche pas très bien dans notre démocratie belge – car vous savez, on a le vote obligatoire ici en Belgique depuis 1893, mais c'est aussi à ce moment-là que le parlement belge a enlevé l'obligation d'inscription pour les électeurs Belges, parce qu'ils voyaient que c'était un obstacle. Car obliger les gens à remplir un formulaire, à savoir qu'il faut le faire, ça crée un vrai obstacle pour les gens. Et même si la procédure en elle-même est assez simple, ce qu'on a remarqué, c'est que beaucoup d'étrangers ne savent pas qu'il y a un formulaire à remplir. Ils pensent que ça va être compliqué. Aussi compliqué que s'inscrire à la commune. Et donc nous, on plaide que chaque premier arrivant soit inscrit presque automatiquement quand il vient dans la commune. C'est quelque chose que les communes peuvent faire et que les régions doivent aussi aider à faire. Ou soit on pense peut-être que, de manière plus ambitieuse, à l'échelle fédérale et on abolit l'obligation d'inscription et on fait le droit de vote obligatoire pour tous les électeurs Belges ou non-Belges.

Présentateur : Madame Milquet ?

Joëlle Milquet : Voilà, alors... Moi, dans mes convictions et personnelles et collectives, j'ai toujours défendu une société de la diversité, du respect de l'autre quelle que soit ses origines, sa religion. Il y a encore beaucoup de boulot et donc la diversité est pour moi une des premières priorités. Une diversité réussie est une des premières priorités à Bruxelles. Ça passe par le respect, ça passe par l'insertion et ça passe évidemment par la participation citoyenne. J'ai donc toujours défendu le droit de vote des étrangers – je n'aime déjà pas ce terme « étrangers » mais enfin bref – au niveau communal. Ça a été un combat difficile. On avait des sensibilités très différentes entre nord et sud de la Belgique mais pour une fois – c'est quand même un bon exemple. Pour une fois les quatre partis – et Dieu sait si on a parfois de grandes différences – exceptionnellement, du côté francophone ont tous défendu l'idée, pas toujours populaire chez les gens – vous connaissez bien les sentiments des uns et des autres – défendu l'idée du droit de vote des étrangers au niveau communal. Et ce qui a été quand même assez remarquable, c'est que quand vous faites après les sondages entre le nord et le sud après ces expressions politiques on avait un vrai consensus. On a, c'est vrai, des différences nord/sud parfois de conviction et de sensibilité, mais vous avez une différence énorme entre les francophones et les néerlandophones qui, en grande majorité sont devenus pour alors qu'au départ, ce n'était pas nécessairement le cas. Même s'ils étaient plus que les flamands. Et les flamands qui étaient beaucoup moins en faveur parce que des partis (à l'époque la NV-A n'existait pas encore beaucoup, mais vous aviez le Vlaams Belang et d'autres) qui étaient évidemment beaucoup plus pour l'homogénéité ethnique et assez peu ouvert à la diversité. Pour dire que des consensus politiques sont des enjeux clés. Ça peut vraiment aider à faire changer les mentalités.

Je suis aussi pour le droit de vote au niveau régional. Et je suis d'accord qu'il faut réformer le droit de vote au niveau communal parce que les démarches sont trop lourdes. Et donc il faut trouver un système. Je veux absolument maintenir le droit de vote obligatoire. On croit toujours que c'est une contrainte. Moi je ne le vois pas comme ça. C'est une des rares

garanties de représentativité de la population. Car si vous n'avez pas de droit de vote obligatoire, vote fondamentalement qui ? Ceux qui râlent, parfois les plus extrémistes, et donc extrême droite etc. ou les gens les plus éduqués, qui ont des idées etc.. Et vous avez tout une population qui n'est pas très au fait, des jeunes ou autres qui ne sont pas représentés. Je pense que même si c'est trois minutes pour se poser une question avant une élection, c'est fondamental que chacun doive le faire. Et donc je suis pour le maintien de l'obligation mais bien évidemment il faudrait la modaliser pour qu'on systématiser sans les démarches qui sont tellement lourdes au niveau Européen. En tout cas, soit des Européens, soit des personnes qui vivent depuis 5 ans. Je voudrais juste faire une nuance, car évidemment lorsqu'on dit « Super, on habite là depuis 3 mois. On a le droit de vote puis on s'en va vivre ailleurs ». Voter c'est une responsabilité. Ce n'est pas un petit truc comme ça pour faire bien. Vous vous engagez par votre vote cinq ans de vie d'un pays, d'une communauté, d'une région avec des matières législatives. Parce que, ici, communal c'est bien. C'est une règle Européenne. C'est dans tous les pays. C'est des compétences communales donc elle sont censées être - pour moi essentielles - mais un peu plus mineures. Mais quand on parle au niveau régional, même si chez nous ça a l'air d'être un peu la même chose vue de l'extérieur, c'est des compétences législatives qui ont été données du fédéral aux régions puisqu'on est dans un état fédéral. Elles sont donc importantes. Elles engagent toute une communauté pour les cinq ans à venir. Est-ce qu'on va oui ou non augmenter les pensions pour les plus âgés ? Est-ce qu'on va oui ou non avoir une autre politique vis-à-vis du chômage des jeunes ? Quand vous votez vous engagez cette société dans laquelle vous vivez pour cinq ans. Ça demande quand même un minimum de petite stabilité de vie quand même. Demander qu'on soit là depuis un certain temps ne me semble pas absurde. Parce que sinon, vous allez en France, vous votez Marine Le Pen, puis vous allez ailleurs, etc.. Et vous changez toute la donne, éventuellement, d'une démocratie pendant cinq ans que vont subir - ou bénéficier, cela dépend de votre vote - les gens qui vivent dans le pays. Mais vous, vous n'y êtes pas. Il y a donc un minimum de responsabilité qu'il faut pouvoir imaginer.

Zoé Genot : Merci. Peut-être pour répondre à la question « Est-ce qu'au niveau régional on va réussir à ouvrir le droit de vote ? » Pour l'instant il y a un texte qui est discuté. Comme Madame (inaudible) disait, on a un large consensus pour dire « il faut avancer ». Certains partis défendent juste pour les Européens, d'autres partis défendent pour l'ensemble des personnes qui sont en région Bruxelloise. La difficulté est que la région n'a pas le levier. C'est un texte sur lequel on se met d'accord ou on demande au fédéral de bouger. Donc c'est toujours moins fort que quand vous avez les leviers : « clac clac » vous bougez comme en matière de décumul.

Je me rappelle, début des années 90, d'un point de vue très théorique. Je n'étais pas encore Écolo, j'étais jeune étudiante. Je participais aux manifs pour le droit de vote etc. parce qu'on se rendait vraiment compte qu'il y avait des gens qui étaient relégués, que personne n'écoutait et compagnie. Mais tout ça était assez théorique. Et puis je me rappelle une fois, on invite - il y avait eu des violences policières à Schaerbeek à l'époque. À Schaerbeek il y avait un bourgmestre qui s'appelle Nols. Vraiment un bourgmestre facho. Et donc, il y avait des quartiers qui n'étaient habités que par des immigrés et qui n'avaient pas le droit de vote. On le voyait très bien. Il y avait des rues où il n'y avait pas de macadam. C'était de la terre. C'était comme des pistes. Au cœur de Schaerbeek, au cœur de Bruxelles, il y avait des pistes. Et pourquoi il pouvait se permettre de faire ça ce bourgmestre facho ? Parce que ces gens ne

votaient pas. Et donc lui mettait tout le fric dans les beaux quartiers qui votaient et laissait complètement à l'abandon les quartiers qui n'avaient pas le droit de vote. Parce que les immigrés à l'époque – l'accès à la nationalité Belge était très compliqué et les gens n'avaient pas le droit de vote. Donc des quartiers entiers étaient laissés sans association, avec des routes dans des états pas possibles, des routes dans des états pas possible, etc. Et là, vraiment, je dirais... J'avais ce combat pour le droit de vote d'un point de vue théorique, là j'ai vraiment pris la baffe en disant « l'accès à la nationalité, l'accès au droit de vote : c'est vital ». Et quand, encore maintenant, je discute encore sur le trottoir avec des gens qui me disent « Je ne sais pas si je vais aller voter ou pas. Est-ce que c'est vraiment important ? » J'ai cette vision de cette route sans macadam. En disant « Bien oui, si tu veux qu'on prenne un peu tes intérêts, il n'y a pas le choix : il faut te bouger. Parce que si tu ne te bouges pas, et bien les politiques qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils ont une pile de dossiers sur le bureau et ils vont s'occuper de ceux qui se bougent, de ceux qui râlent, de ceux qui vont voter, de ceux qui leur bottent les fesses. Ils ne vont pas s'occuper de ceux qui en ont rien à foutre et qui les laissent faire... » Donc je pense que le droit de vote est un outil vital si l'on veut qu'on s'occupe de l'ensemble des intérêts des gens de la région.

(vifs applaudissements)

Carine Gol-Lescot : Je crois que le droit de vote de tous pour la région est effectivement quelque chose de positif. Alors je mettrais peut-être deux freins. Effectivement, je crois qu'il faut habiter en région bruxelloise depuis un certain nombre de temps. Je crois qu'effectivement, de dire « Les étudiants ont-ils le droit de vote ou pas ? ». Je crois qu'il y a beaucoup d'étudiants qui viennent étudier la semaine à Bruxelles et le week-end rentrent chez eux. Pour les étudiants Belges en tout cas. Est-ce qu'ils doivent voter à Bruxelles ou chez eux ? Ça, je crois qu'à partir de quand leur projet de vie est peut-être de retrouver et de retourner dans leur région, que cela soit le Hainaut, Liège, Anvers. Après, il est plus logique qu'à long terme ils votent dans leur région d'origine. Maintenant pour les étudiants d'origine étrangère, s'ils sont décidés à rester un certain temps en Belgique, oui. Par contre, de dire que « Le fait de s'inscrire c'est une catastrophe monumentale et que ça prend 350 heures et se poser des questions », moi je peux vous dire que pour les élections communales. On vient de les vivre. On a écrit à toutes personnes d'origine étrangère dans notre commune. On a fait des réunions d'information. Lors de la réunion d'information, on pouvait s'inscrire en direct. Il n'y avait pas d'attente. Malgré ça, ce qu'on constate malheureusement, c'est le peu de gens qui s'inscrivent. Alors on arrive à un taux de 14% en faisant des courriers personnalisés, en insistant. Je crois effectivement qu'il y a deux choses : il faut promouvoir le vote mais il faut aussi que les personnes concernées se bouge le popotin en disant « Je vais le faire ». Je crois qu'à partir du moment où on veut aller voter, la moindre des choses c'est de se renseigner sur les différents partis du pays dans lequel on vit. À partir du moment où on prend un minimum d'informations, je crois que ce n'est pas aberrant d'aller s'inscrire. Je crois que dire « automatiquement » cela veut dire le système où l'on est inscrit le 6 décembre à la commune et le 8 on peut venir voter. À la limite on ne sait toujours pas qui est quoi et qui fait quoi. Non, je crois que ça demande un minimum d'investissement. Il ne faut pas espérer que tout vienne d'un côté sans que les citoyens concernés, on leur demande aussi de faire un minimum d'efforts. Il faut aussi se dire que quand on s'inscrit dans un pays, on prend les règles de ce pays. C'est-à-dire que moi je vois, par exemple, le nombre de français – on a une commune où il y a beaucoup de français qui vivent. Ils disent « ah non, moi je ne m'inscris pas parce

qu'après je suis obligé d'aller voter et en France on ne m'oblige pas ». Oui ket, mais tu peux pas à la fois vouloir voter en Belgique et faire les règles comme tu les as en France. Je crois qu'à partir du moment où on demande un certain nombre de droit, on a un certain nombre de devoirs.

(vifs applaudissements)

Présentateur : Est-ce qu'il y a encore quelques questions par rapport à la démocratie délibérative ? Adressez vos questions cette fois-ci. On aura pas le temps de faire réagir tout le monde à chaque fois. Allez-y.

Intervenant 8 : Bonjour, moi c'est (inaudible) de l'ACJ. Athénée Charles Janssens. Pour réagir à ce que Monsieur Huddleston et Madame Milquet disaient par rapport, d'un côté, à l'idée qu'il y a beaucoup de gens qui ne sont pas informés par rapport à la politique et que, de l'autre côté, que c'est une responsabilité citoyenne de voter. Dans la mesure où on vote, et bien on engage son pays, comment expliquer qu'une grande partie de la population ne soit pas du tout informée en matière de politique ? Et je pense plus généralement aux jeunes. Beaucoup de personnes dans cette salle dans quelques mois devront aller voter. Comment cela se fait que la politique ne fasse pas partie de l'enseignement puisque c'est un devoir citoyen de voter ?

(applaudissements)

Présentateur : Madame Milquet peut-être ?

Milquet : C'est une bonne question. D'autant plus que, comme j'ai été ministre de l'enseignement, on a pris comme décision de puis 3 – 4 ans de, pour la première fois – cela faisait longtemps qu'on l'attendait, d'organiser le cours de citoyenneté. Il n'existait pas. Maintenant vous pouvez en bénéficier. Alors, c'est nouveau donc il y a encore énormément de choses à améliorer mais l'idée a été vraiment de dire : « Pour le moment c'est une heure. Mais pour ceux qui ne choisissent pas de suivre le cours de religion cela fait 2h par semaine. Dès le primaire et le secondaire dans toutes les écoles communales ou du réseau de la communauté française ». Et l'idée était vraiment de dire : « ce cours sur la citoyenneté cela nous permet à la fois d'avoir des discussions sur des projets et des problèmes de société ». La drogue, le climat,... Tout ce qui peut vous intéresser. Les questions des relations humaines. Tout ce qui touche à la société pour le futur et dans son présent. Le but était aussi de pouvoir connaître les institutions. Comment ça marche une démocratie ? Au niveau international, au niveau Européen, au niveau local, au niveau du pays (Dieu sait si c'est compliqué en Belgique avec notre architecture institutionnelles). De connaître aussi un peu plus les partis, nos offres politiques, les différents projets. Pourquoi ? Quelles différences ? Etc. Sans pour autant politiser l'école, mais donner une information qui soit objective. Et puis surtout, les trois dernières années d'avoir de la philosophie. Parce qu'on appelle cela le cours de philosophie et citoyenneté. Moi je tenais vraiment à ce qu'il y ait de la philosophie pour se poser des questions sur le sens des choses et pas toujours avoir une vision assez matérialiste où tu bosses et des choses un tout petit peu superficielle de la vie. Maintenant, cela se met en place, donc ça s'améliore etc. Mais le but est justement d'offrir aux étudiants, maintenant depuis 3-4 ans – on a commencé en 2015 – 2016 – ce cours de citoyenneté. Ça c'est une chose.

Deuxièmement, vous avez-vous-même – on est plus dans une époque où il faut absolument qu'il y ait une institution comme le soviét suprême à l'époque de l'URSS pour vous donner la bonne parole et vous donner l'information verticale venant d'en haut. Vous avez avec internet et les réseaux sociaux - tout en s'en méfiant beaucoup parce qu'en même temps vous avez des fake news. Mais avec les sites des journaux et les outils que vous avez dans les mains au niveau des sites, vous avez une capacité bien plus grande que moi quand j'étais étudiante de suivre et d'apprendre et de connaître l'ensemble des positionnement politiques par pays, au niveau Européen, etc. Moi par exemple, ce que je ne pouvais pas faire quand j'étais jeune, j'ai deux-trois nouvelles membres du congrès des États-Unis que je suis pour les démocrates. Notamment des jeunes femmes militantes qui déménage assez bien. Voilà, tous les jours je vois ce qu'elles disent, ce qu'elles font, ce qui n'était absolument pas possible avant. Donc vous avez une capacité d'information qui est énorme. C'est à vous de le faire.

Par ailleurs, est-ce qu'il y a un déficit pédagogique de la part des Partis ? Oui, je pense qu'il y a une fonction des partis politique, qui doivent d'ailleurs tous fortement se rénover par rapport aux enjeux démographiques, etc. Je trouve qu'il y a une fonction politique qu'on oublie parfois qui n'est pas du tout citée par les médias ; car les médias, tout ce qui les intéressent c'est les petits buzz quand les gens s'engueulent sur un sujet, on donne trois fois la parole puis c'est fini. Alors que pour expliquer le changement climatique, pour expliquer l'évolution du numérique sur sa base signifiée, l'intelligence artificielle, les nouveaux enjeux, etc. Il faut quand même parfois une demi-heure ou une heure. Un dénouement d'information bien expliqué, bien pensé, pour que vous ayez une capacité de réflexion. Et cela c'est une fonction qu'on néglige. Tant au niveau des médias, car le fond ne les intéresse pas. Ils font de l'audimat sur des choses faciles : et donc un petit scandale - bon évidemment il faut les susciter, la petite dispute un peu ridicule entre politiciens qui n'ont guère d'égo ou alors les petits sujets faciles qui ne sont absolument pas approfondis. Donc on manque de fond, au niveau des médias. Mais je pense qu'au niveau des partis, on n'a pas toujours non plus le réflexe de pouvoir, avant d'expliquer les positions, de bien redonner les éléments d'information. Parce que le monde est immensément complexe. C'est pour ça que je ne supporte pas les populismes et les simplismes qui disent : « Oui – Non, Pour ou contre, Il n'y a qu'à, une chose ou l'autre, les étrangers tous dehors, etc. ». Tout est tellement complexe que cela demande un peu de nuance et beaucoup d'information. Évidemment cela demande du travail du citoyen d'aller la chercher avant de se faire une opinion. Parce que ce n'est jamais blanc ou noir. Ni en politique, ni dans la vie, ni dans les relations humaines.

(applaudissements)

Présentateur : Vous applaudirez tous à la fin, sinon on n'arrivera pas à enchaîner.

Thomas Huddleston : Ok, juste pour répondre à la question de (inaudible). Donc, il y a des pays où l'inscription est normale. Moi je viens des États-Unis. Des fois, dans certains états, il faut s'inscrire à chaque élection. C'est une très bonne manière de créer des obstacles d'information et de mettre dans les mains des politiciens la capacité de choisir leur électorat. C'est très facile à manipuler, le citoyen simple. Et cela fait en sorte qu'il faut bien informer les

gens dans les pays où il y a obligation d'inscription, il y a énormément d'argent qui est dépensé par les partis, par les autorités, à bien toucher la population. Ici en Belgique, on a le vote obligatoire et on ne dépense pas ces moyens. Et on investit dans des moyens très peu efficaces. Si vous êtes intéressés par ce sujet, je vous conseille à lire un bouquin qui s'appelle « Get out the vote » by (inaudible), où ils font des comparaisons. Et effectivement, ce qui est intéressant, c'est que la meilleure la plus efficace d'informer les gens c'est le face-à-face. Ce n'est pas une lettre, ce n'est pas une brochure, ce n'est pas un site web. C'est le face-à-face. Et donc il faut qu'on révisé la procédure d'inscription dans les différentes communes, avec le soutien de la région, pour bien informer les gens. Alors d'abord, quand on arrive à Bruxelles, les non-Belges ne sont pas informés que le formulaire, ils peuvent le remplir maintenant. Donc, il faut faire en sorte qu'on inscrive les gens tout le long des six ans. Ensuite, pour l'instant – voilà, juste pour comprendre que c'est vraiment un problème de manque d'information pour les non-belges. Il doit s'inscrire quand ? Le 31 juillet. Trois mois avant les élections. Et quand est-ce que les campagnes électorales commencent ? Environ le 15 juillet. Donc il n'y a donc pas de campagne. On ne connaît pas qui sont les candidats, quels sont les enjeux. Moi je ne sais pas, mais je dois me décider à m'inscrire et m'intéresser à la politique avant qu'il y ait les politiciens qui se présentent. Malheureusement on a vu que la majorité des communes commencent à émettre des infos sur leur site web à partir de février. Ils ont fait de petites lettres en mars/avril. Donc si cela ne fonctionne pas, on ne peut pas faire de procédures d'inscription ad hoc. On doit passer par l'inscription continue, qui est plutôt une question d'informations. Et avec le soutien de la région, on peut facilement assurer que les communes, la région et la société civile informent tous ces nouveaux Bruxellois à assumer leurs responsabilités - alors je suis totalement d'accord - et après, prendre leur rôle dans la politique.

Présentateur : Merci, alors on va passer, si vous le voulez bien, au deuxième thème. Une réaction, une question ?

Zoé Genot : J'ai juste envie de réagir un petit peu sur « on est mal informés ». Je pense qu'il y a deux choses. Il y a premièrement l'aspect « On est mal informés » et je pense que vous n'êtes pas les seuls mal informés. Je pense que globalement c'est tellement complexe qu'on est beaucoup à être mal informés, mais qu'il y a moyen de faire vraiment mieux et que l'école est vraiment un des bons moments pour donner cette information. Mais pas tellement *donner l'information* mais plutôt donner les outils pour décortiquer ce qu'il se passe. Pour pouvoir comprendre qui propose quoi, quand, qui dit quoi, où, avec quel objectif. Et vous donner les clés de lecture que vous allez utiliser toute votre vie. Mais surtout pour pratiquer la démocratie. Parce que moi, ce que je vois, c'est que faire de la politique ce n'est pas forcément être dans un parti. Vous vous occupez d'une troupe scout. Vous vous occupez de jeunes qui jouent au foot. Vous êtes dans un groupe qui doit se mettre d'accord pour organiser des activités, qui vont trouver comment, qui vont faire des propositions : vous faites de la politique. Parce que vous ne faites pas quelque chose qui est juste pour vous, vous faites quelque chose de collectif que vous portez. Et je pense qu'il faut qu'on donne un maximum d'opportunité à tous d'être des citoyens actifs dans divers lieux, que cela soit dans l'école où on peut vous donner plus de responsabilité. Et apprendre que ce n'est pas si simple. Vous avez vu tout à l'heure, on n'arrive pas à se mettre d'accord francophone/néerlandophone pour le décumul. Et bien je pense que quand on pratique en groupe, quand on a organisé des choses en collectif, on se rend compte que non, ce n'est pas toujours évident de se mettre d'accord.

On apprend les processus de décision, on apprend les différents intérêts : qui défend quoi et pourquoi. C'est aussi en pratiquant la démocratie qu'on va avoir des citoyens actifs, qui ne se laisseront pas faire car ils sauront comment cela fonctionne. Ils sauront comment influencer une décision. Du coup, ils seront beaucoup plus critiques par rapport au système.

Présentateur : On va maintenant passer à la deuxième thématique : démocratie participative. Qui a des questions ?

Intervenant 9 : Bonjour, je m'appelle Guillion, je suis à (inaudible). Donc, parfois on se demande parfois sur la participation de la population a une influence sur le politique, si ce n'est pas une vitrine. Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de cas où il y a un réel impact sur les décisions qui a été prise.

Présentateur : Tu veux poser la question pour qui ?

Intervenant 10 : Pour les quatre.

Présentateur : Alors, un petit tour de table pour tout le monde. On va commencer par Madame Gol. Je vais vous demander de pas faire trop long, comme ça on prend un maximum de questions.

Carine Gol-Lescot : Je dirais qu'au niveau des communes – moi je suis échevin, donc je m'arrêterai à ce niveau-là. Je vais parler des choses qu'on connaît bien. Effectivement il y a le droit d'interpellation citoyenne. On n'a pas mal d'associations de riverains qui viennent nous interpellier. Je dirais qu'ils ont plus un côté... De nous informer que de proposer une solution. Parce que – et je vais peut-être me faire mal voir – souvent, les gens qui viennent, viennent avec le problème d'un quartier, qui est un problème réel. Mais si le problème est réel, souvent la solution qu'ils préconisent ne tient compte que du quartier qu'ils représentent. Et je pense que c'est là la grosse difficulté du collègue, c'est d'effectivement de répondre à leur question en tenant compte de la globalité de la commune, de la globalité de la région. Je prendrai un exemple qui est peut-être le pire que j'ai eu à connaître. C'est quand à un moment un quartier s'est groupé en association de quartier. Super sympa et tout. Ils avaient invité tout le monde. J'étais jeune conseillère communale à l'époque et ils avaient trouvé que dans leur quartier les gens roulaient trop vite. On trouve toujours que dans *son* quartier les gens roulaient trop vite. Sauf que parfois c'est nous qui roulons trop vite ailleurs. Et donc ils avaient fait tout un projet d'accessibilité au quartier. Et je n'oublierai jamais, l'échevin de la mobilité de l'époque : « Et qu'est-ce que vous faites de la circulation transit ? ». Et la réponse a été très claire : « Nous on s'en fout. On a payé pour habiter là, les autres n'ont qu'à se débrouiller. » Donc c'est souvent le problème au niveau communal. C'est colossal la démocratie participative pour faire connaître les problèmes. Et parfois, on doit réétudier la solution. Je connais rarement – et on rêverait d'en connaître, mais en général ceux-là s'engagent plus à fond – de gens qui proposent une solution pour la globalité. Alors, ça peut, par contre, parfois être tout à fait okay de se demander si on préfère avoir un mini-beach, un panneau de basket ou un multisport. Mais sur les problèmes plus globaux, il y a parfois une ré-étude qui doit être fait. Parce qu'il y a un problème étant : les gens se préoccupent de plus en plus de leur cadre de vie. Mais le phénomène (inaudible), c'est-à-dire *pour mon quartier à moi* est de plus en plus poussé. Mais c'est vrai que pour des questions très ponctuelles, cela peut fonctionner.

Présentateur : Dans le public est-ce que quelqu'un a un commentaire par rapport à ce qui vient d'être dit ? Non ? Et bien alors allez-y.

Zoé Genot : Est-ce que les citoyens ont une influence réelle sur ce qui se joue au parlement ? Je pense qu'il y a évidemment l'influence au moment du vote mais aussi l'influence du suivi des politiques au jour le jour. Et moi je sais que l'une des décisions politiques qui m'a le plus révoltée c'est la chasse aux chômeurs. C'est une décision qui, discrètement, disait qu'on allait accompagner les chômeurs. Qu'est-ce qu'il s'est passé dans les faits ? Et bien on a commencé à contrôler. Est-ce que tu as envoyé trois lettres cette semaine pour postuler ? Et tu as beau dire « et bien non, j'ai fait le tour des magasins pour déposer mon cv. Ça ne valait rien. Etc. » Et peu à peu, il y a un million qui ont été sanctionnés. Soit ils ont été exclus du chômage, soit ils ont été exclus pour 3-4 mois. C'est une catastrophe car on a appauvri les plus pauvres. Pourquoi cela a été possible ? Parce que les chômeurs ne sont pas organisés. Les chômeurs sont chacun dans leur coin. Quand ils se faisaient exclure, ils avaient honte. Ils n'en parlaient pas. Et donc, ce genre de mesure a pu être prise. On ne peut pas faire ça par rapport à un groupe organisé, qui ne se laisse pas faire. On sait le faire par rapport à des groupes qui n'ont pas la possibilité de faire pression sur le politique. Et donc ça montre bien l'importance d'être vraiment informé. Puis d'essayer de se réunir parce que tout seul c'est très compliqué d'avoir de l'influence. Autre élément où je trouve que les citoyens ont eu de l'influence mais c'est une catastrophe : c'était à Schaerbeek. On voulait créer une pouponnière. Qu'est-ce qu'une pouponnière ? C'est un endroit où on met les bébés abandonnés à la naissance ou dont les parents ne peuvent pas s'occuper quand ils sont vraiment tout bébés. C'était dans un quartier de villas. Les gens dans les villas ont dit « Non, il va y avoir des aller-venues, des gens qui vont passer en voiture, se garer, prendre les places de parking... On ne veut pas de votre pouponnière. On attaque les politiciens pour qu'ils ne fassent pas ça. » Et finalement, on attaque au conseil d'état car, dans le permis, il y a un petit « trucmuche ». Et là, on voit quoi ? Des citoyens qui se sont organisés mais il n'y avait personne pour défendre l'intérêt de ses bébés. L'intérêt de ces bébés c'est d'être bien logés, qu'on s'occupe d'eux dans une infrastructure un peu récente etc. On voit très bien que ce sont les intérêts de ceux qui ont réussi à s'organiser qui ont gagné au détriment de ceux qui n'ont pas su s'organiser. Il y a d'autres combats qui sont par contre des victoires qui m'ont laissés d'excellents souvenirs. Par exemple, fin des années 90, Semira Adamu est étouffée par un coussin par un policier qui voulait l'expulser. Un gigantesque mouvement citoyen se regroupe. Des citoyens, des syndicats, des églises, énormément d'écoles se mobilisent contre les expulsions en disant « ce jeune est là depuis 5 ou 10 ans, il a grandi avec nous. On ne veut plus qu'il puisse être expulsé. On veut leur donner des papiers. » Ce gigantesque mouvement a peu à peu convaincu un, puis deux, puis trois partis politiques. Et on a réussi à créer une majorité qui, entre 99 et 2003, a permis à 52000 personnes dont 22000 enfants d'obtenir des papiers et de commencer une nouvelle vie. C'est aussi grâce aux citoyens qui se sont mis en branle que ça a pu être possible. Maintenant, énormément entre temps ont eu la nationalité. Ils sont des citoyens actifs.

C'est la même chose avec le refinancement de l'enseignement. Milieu des années 90, on dit qu'il n'y a plus assez d'argent pour l'enseignement. Laurette Onkelinx licencie 3000 professeurs dans l'enseignement secondaire. C'est une catastrophe. Les élèves se mettent en branle. Les professeurs se mettent en branle et disent : « Ce n'est plus possible, il faut redonner de l'argent à la fédération Wallonie-Bruxelles car l'enseignement est vital pour

permettre à chacun de progresser. » Et peu à peu, sous la pression, parce que de plus en plus de parents, de plus en plus d'élèves, de plus en plus de professeurs disaient : « Vous arrêtez, ce n'est pas là qu'il faut faire des économies. » Les partis se sont mis ensemble, ont construit un accord et ont été négocier avec les Néerlandophones. Et dans un accord global, il y a pu avoir ce refinancement. Mais sans mobilisation, cela n'arrive pas. Je pense que pour avoir de l'influence, c'est vraiment l'élection mais c'est aussi le suivi des politiques qui s'organise après.

Présentateur : Alors on va prendre une autre question. Vous vouliez réagir ? C'est dans le même thème, donc vous allez pouvoir réagir en même temps. Allez-y.

Intervenant 11 : Bonjour, je m'appelle Pablo. Je voulais parler de quelque chose d'un peu plus récent. Un exemple aussi. En décembre il y a eu une marche pour le climat immense à Bruxelles. Deux jours plus tard, il y a eu un non de la Belgique pour des réformes concernant le climat. Comment est-ce qu'on peut se sentir représenté par des gens qui ne nous écoutent pas ?

Intervenant 12 : Oui justement, nous on disait qu'il y a eu une marche de plus de 35000 jeunes du secondaire. C'était tous les jeudis. Est-ce que ça a un impact sur vous ? Est-ce que ça va amener un changement, tant au niveau de la région que dans les communes ? Jusqu'à combien de jeunes qui se mobilisent attendrez-vous avant de réagir ?

Présentateur : Allez une dernière.

Intervenant 13 : Bonjour, moi c'est Slimane de l'ACJ. Ma question est plus concrète.
(huées dans l'assistance)

... Je supporte à fond. Nous sommes ensemble là-dedans. Je suis super contente que le sujet vienne car pour moi nous sommes jeunes et c'est nous qui nous bloquons aujourd'hui. Est-ce qu'il serait envisageable de réformer le budget – je ne suis pas professionnelle, mais c'est l'occasion de poser la question – pour tendre vers quelque chose de moins croissant au niveau du PIB pour réinvestir drastiquement pour l'écologie ?

Présentateur : Donc on a une première thématique de question qui est sur un certain décalage entre les manifestations et l'action politique. Est-ce que vous voulez réagir, Madame Milquet, à ces questions ?

Milquet : Oui. Je vais prendre l'ensemble de celles qui avaient été posées avant sur la participation parce que je trouve que c'est un enjeu fondamental. D'abord, il n'y a pas *une* opinion publique. On dit toujours « Il y a l'opinion publique et les politiques. » Arrêtons. Quand on voit la manif des gilets jaunes, il y a de l'extrême gauche comme de l'extrême droite raciste. Si on les met autour d'une table, ça m'étonnerait beaucoup qu'ils puissent sortir quelque chose de commun. Ce n'est pas pour autant que je dis qu'à la base le mouvement des gilets jaunes concernant le pouvoir d'achat n'est pas légitime. Mais donc, il n'y a pas *une* opinion publique, comme il n'y a pas *un* monde politique. Il y a des gens qui ont des convictions. Et dans cette société, que cela soit en Belgique, en Europe ou ailleurs, vous avez les généreux, qui sont plutôt solidaires, qui pensent à l'avenir – je schématise un peu. Vous avez des gens qui sont plus « que le meilleur gagne », plus individualistes, plus matérialistes. Vous avez des demandes des gens qui peuvent être aussi contradictoires que dans les débats

politiques. Ne croyez jamais qu'il y a un citoyen modèle que l'on doit écouter. Parce qu'on ne sait pas ce qu'il pense nécessairement. On doit l'écouter, mais on doit écouter tout le monde. Et à un moment, il faut faire une synthèse. C'est ça la grande difficulté en politique. Mais c'est la difficulté dans un mouvement citoyen : vis-à-vis d'attentes qui sont complètement opposées – même au niveau local, même dans votre bourg, même dans une classe, même dans un pays, et ne parlons pas de la planète – vous devez à un moment trouver des solutions qui contentent le plus grand nombre et qui essayent d'allier toutes les attentes. Alors on pense que c'est simple, que ce sont des compromis, que ce n'est pas tout à fait ce qu'on voulait. Il y a plein de choses à améliorer. On pourrait être beaucoup plus radicaux dans toute une série de politique. Mais n'oubliez jamais que vous ne pensez pas la même chose. Peut-être qu'ici, c'est plus homogène. Mais au niveau d'un pays ou d'une planète, avec votre condition sociale et votre philosophie de vie, ce n'est pas toujours simple. Alors, comment on peut faire bouger ?

Présentateur : On a une réaction immédiate à ce que vous venez de dire. Monsieur, vous vouliez prendre la parole ?

Intervenant 14 : J'entendais que vos collègues disaient que les personnes qui sont le mieux organisé, ou en tout cas qui font pression aux bons endroits, obtiennent souvent la réponse. Là du coup, il y a à peu près 100000 personnes qui...

Milquet : Non mais j'arrive.

Intervenant 14 : Ah, bien voilà.

Milquet : Ce n'était que mon introduction. Mais je vais plus vite. C'était quand même important. Par ailleurs, bien évidemment, les gens ont une influence sur la politique par le vote. Mais ce n'est vraiment pas suffisant. Reconnaissons bien qu'il faut d'autres modes participatifs. Regardez dans un proche passé, puis j'arrive tout de suite sur la manif climat et les autres manifestations. Mais il y a eu des changements radicaux qui ont pu se faire politiquement parce qu'il y avait un mouvement qui était très clair sur ces objectifs. Quand ce n'est pas clair, on est mécontents mais on ne sait pas trop ce qu'on veut dire. On a eu en Belgique la marche blanche. C'était après l'assassinat de Julie et Mélissa. 300.000 personnes dans la rue qui demandent une justice qui marche et une importance sur les enfants. Vous avez eu un changement radical en matière de réforme de police. Vous avez eu mai 68. Regardez tout ce qu'il s'est passé aux États-Unis parce qu'à un moment vous avez eu une révolte des noirs au niveau des droits. Il a fallu qu'il y ait un renouvellement très clair, qui était assez précis sur les objectifs. Et à un moment, le politique ne peut pas ne pas entendre. Il doit bouger. Que ça soit les grandes grèves au niveau du pouvoir d'achat, à un moment, vous êtes obligé de bouger. Alors, maintenant, ce qui se passe est quelque chose de formidable. Moi aussi j'ai permis à ma fille d'aller manifester. Je trouve que pour la première fois, non seulement les jeunes se bougent de manière collective et très forte – cela fait longtemps qu'on a pas eu, comme en mai 68 etc. Ça fait longtemps que je dis que vous devriez faire un syndicat des jeunes parce que tout ce qu'on décide, c'est pour vous. C'est vous qui ferez l'avenir de cette société. Je ne fais pas ça par démagogie parce que je parle à des jeunes, je le pense profondément depuis très longtemps. Les jeunes ne sont pas assez représentés, mais ils ne se mobilisent pas non plus toujours suffisamment. Ici, je trouve fabuleux qu'alors qu'il n'y ait rien

d'organisé, ni les syndicats, ni ses corps intermédiaires – qui doivent se remettre en question parce qu'ils ne représentent pas tout le monde – vous avez de manière complètement spontanée, avec une force énorme, un message qui ne peut pas ne pas être entendu. Alors pour ceux qui posaient la question. Hélas la politique en Belgique au niveau environnementale est régionalisée. Vous avez la région Bruxelloise et la région Wallonne qui sont pour le fait d'avoir soutenu la politique Européenne et la région flamande qui bloque. Pourquoi ? Parce que c'est la N-Va. Et quand vous entendez que la seule réponse que Monsieur De Wever a sortie après cette manifestation – cette force magnifique - de dimanche était de dire : « Les jeunes disent des tas d'idioties, il faudrait leur apprendre de quoi on parle. » et « Il faut rester dans le nucléaire. » Donc c'est quelqu'un qui a tout compris dans le message. Et donc c'est la Flandre qui bloque en ce moment parce qu'elle est dominée par la N-Va. C'est aussi stupide que ça. Et on est tous complètement gênés qu'alors qu'on n'a pas des objectifs suffisamment ambitieux, on ait pas répondu au niveau Belge parce qu'on est bloqué par un parti dans une région. Donc s'il y a bien un enjeu où on doit écouter ce que vous dites – et il n'y a pas que vous, c'est beaucoup plus large. Cela se passe dans plein d'autres pays... Que ce soit l'Allemagne, etc. – c'est évidemment la manière dont on doit investir massivement, économiquement et à tout niveau sur la transition écologique et le climat.

Présentateur : Merci. Monsieur Huddleston vous voulez peut-être réagir sur ce sentiment de distance entre les jeunes, l'action politique. Ce grand écart qui est ressenti, visiblement, par un grand nombre d'élèves ici.

Thomas Huddleston : Moi je vais parler de l'expérience qu'on a faite « une rue un vote » et « Vote Brussels. Moi je suis aussi coordinateur d'une campagne qui s'appelle « L'Europe accueillante » qui est une initiative citoyenne Européenne. Je trouve que l'intervention citoyenne à l'échelle communale est sous-utilisée pour mettre un sujet sur l'agenda, qui était absent avant. On a pu voir que la grande majorité des politiciens bruxellois soutiennent cette demande. Mais après, évidemment, il faut passer dans la discussion politique. Parce que ces outils vous permettent de vraiment comprendre la manière de penser des différents politiques sur cette question. Et il faut alors les aider. Parfois ils n'ont pas de point de vue, ils ne voient pas le consensus. Vous, aussi, comme volontaires, pouvez les aider à trouver ce consensus. Ou aussi à formuler une position qui est cohérente avec leurs valeurs ou leurs plus grands objectifs. Et ça c'est un travail beaucoup plus stratégique qui concerne plutôt le lobbying mais que les associations et les mouvements citoyens peuvent aussi faire. Mais ensuite, ce qui compte pour les politiciens, ce n'est pas forcément le nombre de personnes mobilisées mais les conséquences électorales pour leur parti. Et donc ce qui est très intéressant si on parle des questions de climat, ce n'est pas le fait qu'il y avait autant de personnes dans la rue à Bruxelles. C'est que ça soit des jeunes. Des jeunes qui sont de potentiels électeurs pour tous les partis. Et c'est l'avenir des partis. Ça, ils écoutent. J'ai vu ça aussi avec la campagne « Vote Brussels » où on a pu faire en sorte que 25 nouveaux électeurs s'inscrivent dans les trois mois avant l'élection. Et ce qui est intéressant, c'est que c'était des électeurs non-pris. Ils n'étaient pas forcément de gauche ou de droite. Ils étaient prêts à voter pour un parti ou un autre. Ça a fait en sorte que les partis ont commencé à se dire « Je dois écouter cette population. Sinon je vais peut-être perdre un siège ou deux, ou peut-être la majorité. » Donc, s'il n'y a pas de conséquence électorale pour le politicien par rapport à la décision qu'il prend, alors c'est très facile pour eux de bloquer. Même quand il y a un consensus. Et donc c'est là où il faut se concentrer. Quel est l'intérêt de ce parti ? Comment

est-ce que je peux faire en sorte qu'il voit qu'il y a des conséquences électorales pour leurs choix ?

Présentateur : Encore une fois est-ce que quelqu'un veut réagir ?

Intervenant 15 : Bonjour je m'appelle Assa. Si j'entends bien, le mieux serait de mobiliser beaucoup plus de jeunes afin d'être entendu à propos du climat et d'autres sujets ?

Thomas Huddleston : Je pense que la bonne question est « Qui ne vous écoute pas ? Qui parmi ces politiciens bloquent le consensus ? » On peut penser alors à comment il pourrait y avoir des conséquences électorales parmi les jeunes qui pourraient soutenir ce parti. Il n'y a que comme ça que les politiciens voient qu'il y a des gens qui les écoutent. S'ils voient que sur les 70.000 personnes mobilisées, ils votent tous à gauche ou ils sont tous francophones, alors je ne suis pas obligé de les écouter. Et c'est malheureusement comme ça dans la politique actuelle : on est très polarisés. Il y a certains politiciens qui disent « Ma base électorale c'est ça. Je dois juste parler à eux. Et alors j'aurai le même nombre de sièges qu'avant. »

Joëlle Milquet : Il y a quelque chose avec lequel je ne suis pas d'accord. Ça vivifie un peu le débat. Moi je fais de la politique depuis un certain temps et je le fais par conviction. Même si je pense quelque chose que je sais que la majorité des électeurs ne pensent pas, je vais le dire. Cette idée selon laquelle les politiciens ne disent des choses que pour avoir des voix et faire plaisir à un certain électorat, moi non. Je donne un exemple : après les actes terroristes, la communauté musulmane rasait les murs. Il n'y avait pas beaucoup de courageux pour oser expliquer qu'il y avait un vrai problème aussi du côté de la communauté musulmane. Et que le fait d'avoir un voile ce n'est pas très grave. Ce qui a dans la tête c'est plus important que ce qu'il y a sur la tête. Ce n'est pas très populaire à dire dans les climats post-Charlie Hebdo. Et cela vous fait perdre des voix. Mais je m'en fous. Parce que moi je le pense et j'avais envie de le dire. Alors moi, cette idée selon laquelle on est toujours là en train de faire – alors oui, il y a un électorat. Mais d'abord on s'adresse à tout le monde, pas seulement à une classe sociale. Moi ça m'énerve cette idée selon laquelle il faut absolument viser des groupes. On a une responsabilité pour tout le monde. Et de temps en temps on fait des trucs avec ses tripes. Et si on n'a pas la conviction de dire les choses. Et bien les gens, ils aiment, ils n'aiment pas, ils votent pour moi, ils votent pas pour moi, je m'en fout. Parce qu'on est quand même là aussi pour donner des cadres de valeur. Et quand vous avez des gens qui ont défendu le droit des femmes, vous pensez que ça plaisait à la majorité des hommes ? La peine de mort. Vous faites un référendum. Vous pensez que tout le monde est pour son abolition ? Et bien non, de temps en temps il faut des courageux qui disent des choses qui sont contraire à ce que pense une société à un moment donné. N'oublions jamais qu'on doit écouter beaucoup l'opinion publique. Mais les politiques ne sont pas que de petits fétus de paille qui doivent juste redire ce que les gens ont envie d'entendre car sinon on ne sert à rien. On est des populistes. Et moi je préfère ne pas être une populiste quitte à perdre parfois des voix - mieux vaut en avoir évidemment. Mais donc cette idée selon laquelle les politiciens ne font que calculer. Moi je viens en aide aux sans-papiers depuis longtemps. Et ces gens-là ils ne votent jamais. Ils ne votent jamais : ils n'ont pas de papiers. Ce n'est pas pour autant qu'on est pas dans les églises, qu'on ne se mobilise pas et qu'on ne les défend pas. Et Dieu sait s'ils en ont besoin. Donc moi cette idée comme quoi on ne regarde que des électorats, ça m'énerve. Désolée.

Zoé Genot : J'avais envie de revenir sur la grande marche Climat. Est-ce qu'elle a changé quelque chose ? Oui et non. Donc la première grande marche climat des 70.000 personnes en décembre. En effet la Belgique a un niveau déplorable au niveau Européen. Mais il faut savoir qu'un mois avant, la Belgique avait aussi eu une position déplorable au niveau Européen et on en avait rien su. Il n'y avait pas de débat. On en avait pas parlé dans les journaux. Quand on prend des mauvaises décisions, on dit : « C'est la faute à l'Europe ». Alors qu'on sait très bien que l'Europe, c'est chacun des pays qui décide quand on arrive à se mettre d'accord. Et donc c'était surtout l'accord de la Belgique qui bloquait au niveau Européen. Cette fois ci, grâce à la marche, tout le monde en a débattu. Et la responsabilité des partis qui défendaient qu'on y aille mollo-mollo sur le climat, qu'on ne fasse pas d'effort a été pointée. Alors qu'il y a un an, on était que quelques Écolos dans notre parlement à dire « Ce n'est pas bien ce que vous avez fait à l'Europe la semaine passée. » Tout le monde s'en foutait. Avant, on venait avec le climat dans le parlement ? « Ouais, les Écolos viennent avec le climat. » Tout le monde avait un petit sourire, commençait à papoter : « Où est la machine à café ? » Maintenant, clairement, on se dit : « C'est quoi votre grand plan d'investissement sur l'isolation ? Sur les transports ? On pourrait accélérer ce que vous avez déposé. » D'un seul coup, on arrive à mettre nos propositions au-dessus de la pile pour les discuter. C'est lent, mais nous ça nous donne vraiment un coup de boost ce qui est en train de se passer à l'heure actuelle pour pouvoir mettre à l'agenda toute une série de choses. Les autres partis se disent peut-être « Allez, ça va retomber ». Et puis paf, les jeunes sortent dans la rue. Et puis paf, une deuxième manif. Alors que c'est un micro collectif qui organisait celle de dimanche. Paf, de nouveau 70.000 personnes malgré la pluie. Et donc de plus en plus, tout le monde se dit « Il n'y a pas le choix. On ne va pas pouvoir faire deux déclarations à la télé. Il va falloir bouger. Il va falloir voter des trucs. » Et donc moi j'ai l'impression que si la pression se maintient, si on vérifie ce qui se fait dans les parlements au-delà du discours qui se dit à la télé le soir même, on va pouvoir bouger. Par rapport à la décroissance, par rapport à l'idée selon laquelle on va pas pouvoir continuer à consommer de plus en plus de matières, ce n'est pas évident. Parce qu'on est dans des pays où on se disait : « Plus on fabrique de choses, plus on fait de richesses, mieux on va se porter. » Maintenant, on a tout à fait changé de modèle pour se dire que non. Il nous faut plus de bonheur, mais ça ne passe pas nécessairement par plus de choses. On essaye d'équilibrer mieux parce qu'il y en a qui n'en ont pas assez et d'autres qui en ont trop. Et là, globalement, on doit réfléchir. Le bonheur c'est aussi d'aller au cinéma, et pas seulement d'acheter 25 vêtements en plus. C'est vraiment une mutation qui se fait. Il faut des années pour concevoir, examiner chaque projet, d'autres façon de mesurer ce bonheur des citoyens. C'est très lent. Mais d'un seul coup, je vois, avec des citoyens qui sont parfois découragés de la politique : « J'organise dans mon quartier un potager collectif. Je travaille avec un groupe de maman sur la cuisine. » Et ce n'est pas seulement dans mon quartier. J'habite à Saint-Josse et parfois des mamans me disent : « Les trucs d'Écolos, bios, ce sont des trucs de bobos riches ». Je dis : « Vous êtes là avec votre caddie. Vous allez faire vos courses à pied chez l'épicier. Vous allez acheter vos fruits et légumes dans votre caddie. Quand votre chou sera tout flétri, vous allez en faire de la soupe. Vous n'allez rien jeter. Vous êtes des écolos. » Tous les gens sont là et chacun peut faire son truc. Et ce n'est pas la personne qui prend l'avion trois fois par an qui doit faire la leçon à l'autre. Toutes les personnes sont en route. Et maintenant, ceux qui doivent être en route, c'est nous. Au niveau des politiques, on doit envoyer des signaux plus claires pour que les choix qui sont bons pour la planète soient favorisés, alors qu'à l'heure actuelle c'est bien souvent le contraire.

Présentateur : Madame Gol, est-ce que vous vouliez réagir sur ce « gap » entre jeunes et politiques. Cet écart entre ressentis, entre les manifestations de jeunes dans les rues tous les jeudis et l'action politique.

Carine Gol-Lescot : Et bien écoutez, je voudrais réagir de deux façon. D'abord, le gap il existe peut-être. Moi, je suis quand même (inaudible) de me faire traiter de politicien alors que les autres sont la société civile. Je n'ai jamais eu l'impression d'être militaire en faisant de la politique. Et je crois que le gap, il peut être franchi de façon relativement simple. Il ne faut pas oublier que tout parti politique qui soit à des jeunesses politiques. Que ça soit les jeunes Écolos, les jeunes MR, les jeunes cdH. Je crois que tout le monde a la possibilité de s'investir. Il vient d'y avoir des élections communales. Nous ne sommes souvent pas considérés comme les plus dynamiques. Nous avons sur nos listes des jeunes qui avaient 18 ans, qui sortaient de l'école, qui avaient envie de s'investir, de faire bouger les choses. Autant je suis pour le cours de citoyenneté. Autant que la politique donnée à l'école, si elle est donnée comme certains qui expliquent que les politiciens ne pensent qu'à ce qui va favoriser les élections, j'ai beaucoup de difficulté à penser que cela puisse être donné à l'école. Par contre de savoir que chacun d'entre vous peut s'investir, peut faire bouger les choses en interne. On est un pays où pour faire passer les choses c'est souvent plus en interne qu'en externe qu'il faut les faire bouger. Je préfère 14 personnes qui se bougent, même dans des directions différentes, que trois qui restent assises en intellectualisant les choses. Moi je dirais pour casser le gap, allez-y, investissez-vous. Alors le droit de vote c'est une chose. Mais il y a la possibilité de s'investir dans des associations, dans plein de choses qui font bouger les choses petit-à-petit. Et pourquoi pas à terme si ça vous intéresse dans un parti politique ? Je crois que les hommes et les femmes politiques ne sont jamais des citoyens qui se sont dit un jour : « J'ai envie de faire changer les choses et je vais m'y investir ». Aucun boulot n'est toujours drôle. Ce n'est pas tous les jours facile. Il faut souvent avoir les épaules bien accrochées et la carrure parce qu'on en ramasse parfois plein la gueule pour pas une thune. Je crois que les hommes et les femmes qui font ce métier le font par conviction. Même s'il y a des écarts entre les partis, la plupart des gens qui le font le font en croyant que ça ira mieux. Nos chemins sont différents. La finalité à laquelle on veut arriver est différente. Mais la plupart des gens le font avec leurs tripes. Si vous êtes intéressés, allez-y. Ne vous dites pas qu'il faut rester assis sur sa chaise en vous disant « Je vais critiquer les choses. Non. Continuez à aller marcher le jeudi et faites bouger les choses en interne aussi.

Présentateur : Alors, on a une réaction à chaud puis une question.

Intervenant 16 : Bonjour je m'appelle Niels et je voudrais réagir à ce qu'a dit Madame Milquet. Je trouve l'argument très choquant. Se dire qu'une personne qui pourrait représenter un parti, avec un tel pouvoir et une telle pensée pourrait atteindre une certaine société. Vous avez dit que vous pensez plus à votre avis, que vous exprimez tout en ne prenant pas en considération le reste.

Joëlle Milquet : Alors là je ne comprends pas du tout car j'ai dit tout le contraire. Je ne sais pas pourquoi vous dites ça. En quoi ça serait choquant ? J'ai dit tout le contraire. Qu'est-ce qu'on demande à un politique ? Bien évidemment qu'il réponde aux problèmes des gens. Bien évidemment qu'on co-construise avec les citoyens et qu'on trouve d'autres modes de participation. Mais on demande aussi de défendre des valeurs. Si vous avez une société avec

55% de racistes qui sont prêts à supprimer des droits. Vous ne pouvez plus monter dans un autobus parce que vous êtes avec un foulard et que vous êtes pas l'homogène historique Belgo-belge. Est-ce que nous, politiques, parce que certains pensent ça, on va dire : « Oh et bien oui, c'est ce qu'ils veulent donc on le fait ». C'est toujours un équilibre entre répondre – et on le fait parce que la majorité de la société a de belles idées et nous influence – mais on doit aussi avoir le courage à un moment d'oser dire non. Même à des citoyens qui, si on laissait faire, organisait une société bien moins démocratique, beaucoup plus barbare et peut-être dictatoriale. Vous votez pour nous, ou pas pour nous. Si on n'est pas d'accord, on sera pas élu et voilà... On changera de personne. Mais on est quand même là pour offrir une vision d'une société avec des valeurs. On les aime ou on ne les aime pas. Mais on a des valeurs qui nous empêchent de faire des choses, à un moment, que, peut-être, certaines personnes voudraient qu'on fasse. Il suffit d'entendre certains réseaux sociaux par rapport aux personnes d'origine étrangère. Et bien si vous n'avez pas à la tête des gens qui résistent à ça en disant : « Non, on veut une société de la diversité. Nous on veut du respect des religions. Nous on veut un autre type de cohésion sociale. » Qu'est-ce que vous avez comme société ? C'est ça que je voulais dire. Ce n'est pas ne pas écouter. C'est avoir le courage d'avoir des positions qui déplaisent à un certain nombre de personnes. Parce que ce ne sont pas les convictions pour lesquelles on a été élus. Évidemment, on n'a pas pris le pouvoir. Si on aime pas ces convictions-là, on n'élit pas. Moi, on m'a élue parce que je suis une humaniste. Nous, on va essayer de défendre pendant 4 ans ce pourquoi on a demandé des suffrages. On a demandé des suffrages pour un projet. Et pas dans l'intérêt d'avoir autant de voix... Ou se dire qu'on va faire des choses pour un autre objectif que des convictions collectives, qu'on a présentées. C'est ça que je voulais dire.

Présentateur : On va prendre une question pour poursuivre le débat. C'était vous ?

Intervenant 17 : Bonjour à tous. Je m'appelle Salam. Je représente le lycée (inaudible). Ce n'est pas vraiment lié à ce dont on vient de parler. Mais est-ce que vous trouvez que les votes sont vraiment représentatifs de la société en générale ? Car si je prends quelqu'un qui est élu aux élections communales avec 40% des voix, 60% des gens ne le voulaient pas. Mais elle est quand même élue. Ça veut dire qu'une majorité ne l'accepte pas.

Zoé Genot : C'est dire que le système de calcul ne reflète pas exactement le choix des électeurs. Par exemple, en 2012 à Saint-Josse, avec 44% des voix, le parti socialiste avait 55% des sièges et donc pouvait tout décider dans la commune. C'est le système de calcul qui a été choisi pour privilégier les grands partis. Et fatalement, vu que c'était les grands partis, c'est eux qui ont voté le système. Personnellement, - pas que personnellement d'ailleurs, vos partis voudraient changer le système pour un système plus proportionnel et plus représentatif – mais c'est assez familier avec le débat d'avant. La différence entre référendaire et parti représentatif. En effet il y a une tension. Votre question est tout à fait intéressante. Je rappelle que quand il y avait le mariage homosexuel, la majorité des francophones étaient opposés. Moi j'avais aucun problème avec ça, pourtant ce n'était pas le choix de la population. Mais j'avais été élue sur un programme qui disait clairement : « Nous sommes pour l'égalité des choix de vie. » Et donc, les gens qui avaient voté pour nous m'avaient donné mandat pour avancer dans cette direction. Et tant pis si un référendum aurait amené à ce qu'une autre décision soit prise. Je pense d'autant plus que c'était la bonne décision que deux ans après, d'autres sondages ont montré que 55% de la population d'avoir mis l'égalité de tous les

couples. Donc parfois, quand le politique est courageux, quand il a été mandaté par les électeurs, il peut se permettre d'aller un cran plus loin. C'est pour ça qu'en même temps, nous on défend beaucoup plus de démocratie directe où les citoyens peuvent donner leur avis. Mais que sur certains sujets fondamentaux, c'est encore important d'avoir des représentants. Quand on voit qu'en Suisse, où on vote sur tout, il y a des gens qui sont là depuis là depuis 3 générations et qui n'ont pas le droit d'être Suisse. Et bien je trouve ça abominable. Ils sont nés là. Leurs parents sont nés là. Ils n'ont toujours pas le droit de devenir parce que les gens, lorsqu'il y a une élection disent : « Non, on veut pas qu'ils deviennent Suisse ». Pour moi, c'est le mauvais choix.

Présentateur : On va prendre une autre question. Il reste plus beaucoup de temps. Tu sais déjà à qui l'adresser ? (inaudible)

Intervenant 18 : Ma question c'était : « Pour faire de la politique, faut-il mentir ? » (Applaudissements)

Présentateur : On prend une dernière question que j'ai vue là-bas. Je garanti pas qu'on pourra y répondre.
(brouhaha)

Intervenant 19 : Moi c'est Carla, je viens de l'institut Saint-Jean-Baptiste. J'avais une question pour les trois politiciens qui sont là. Je ne sais pas si vous allez vous présenter aux élections qui auront lieu en mai. Mais je voulais savoir pourquoi vous êtes venus ?
(brouhaha)

Intervenant 20 : Bonjour, moi c'est (inaudible). Vous avez déclaré dans le soir : « Nous souhaitons créer un groupe de convergence composé de l'ensemble des milieux de pouvoirs actifs à Bruxelles. Il y aurait le fédéral, les deux communautés, une représentation des 19 communes, le tout sous la présidence de la région Bruxelloise. » Mais où sont les citoyens dedans ?

Présentateur : On va faire un tour. On va commencer par Madame Gol-Lescot. Vous avez une minute par personne.

Carine Gol-Lescot : Pour répondre à la question la plus simple. Est-ce que je serai candidate en mai ? Je ne crois pas. Sauf si mon parti demande que je sois en ordre. Totalement inutile puisque le seul pouvoir qui me passionne vraiment c'est la commune. Pourquoi je suis venu ici dans ces cas-là ? Bon, j'avoue, au pied levé pour remplacer mon bourgmestre. Mais il est dans la même situation que moi : quand les jeunes se posent des questions, la moindre des choses c'est de venir leur répondre.
(Applaudissements)

Je ne crois vraiment pas que je mente. Mais parfois, on doit mettre certaines choses qu'on aimerait dire entre parenthèse mais mentir sciemment, non. Ce n'est pas dans mon caractère. Ceci dit, je me suis fait quelques ennemis parfois en interne et en externe à cause de ça.

(Applaudissements)

Zoé Genot : C'est clair qu'il y a une relation de séduction entre les politiques et les personnes. Donc c'est comme quand vous, vous voulez séduire un nouveau petit ami, vous avez tendance à vous présenter sous vos meilleurs atouts. Mais si vous êtes un menteur invétéré ou un salopard, votre petit ami il va s'en rendre compte. La politique c'est la même chose : tu peux mentir à court terme. Mais si tu dis « Je suis à fond pour le climat » et qu'à l'Europe tu fais le contraire, ça va se savoir. Pour moi, un des combats principaux, c'est la transparence. Pour que vous puissiez contrôler. Parce qu'on peut vous séduire aujourd'hui. Ce qui est important c'est que vous puissiez voir demain ce qu'on a voté, qu'est-ce qui a été effectivement porté dans les parlements pour pouvoir justement réduire cette part de séduction.

(Applaudissements)

Joëlle Milquet : Mentir du style – ce que je ne supporte pas : « Vote pour moi et tu auras un job. Vote pour moi et je ferai des choses qu'on ne pense pas faire ». Je déteste le clientélisme. Je me dois d'être cash. Moi je fais les choses par conviction et donc je trouve que la sincérité par rapport à ce qu'on pense qu'on va faire, ce qu'on est en capacité de faire, les moyens qu'on peut y mettre, etc., c'est du respect du citoyen de dire la vérité. Alors c'est vrai qu'on ne va pas dire certaine chose parfois, pour ne pas choquer un auditoire. Mais moi je ne supporte pas les gens qui, lorsqu'ils sont dans la communauté juive, disent « Blanc » par rapport au conflit Israélo-palestinien et puis quand ils se retrouvent dans un café à Molenbeek disent « noir ». Moi je crois qu'on doit tenir à la même position. Pourquoi est-ce qu'on est venus ? Moi je suis pas du tout sûr d'être candidate. Ce n'est pas du tout décidé et ce pour 25.000 raisons. Je viens parce que je pense que c'est nécessaire. Vous dites que vous avez besoin d'informations. Je crois qu'on vous a donné toutes les bonnes informations. Vous dites que vous avez besoin de face à face et moi je trouve passionnant que les jeunes demandent, les questions qu'ils ont. Moi j'ai des enfants de votre âge et je suis toujours interloquée du bon sens et de l'intelligence des propositions qu'ils ont. Et je trouve que c'est notre devoir d'être là. Je n'ai aucun intérêt vu que je ne suis pas sûr d'être candidate. Et je ne serais pas venue pour ces raisons-là.

(Applaudissements)

Thomas Huddleston : Pour revenir à cette question de vote représentatif, si vous voulez travailler à l'avenir dans la politique Bruxelloise, il faut confronter le déficit démocratique à Bruxelles. Pour l'instant, 1/3 de la population n'est pas représentée, même à l'échelle communale. Et si on regarde les majorités, la majorité des résidents n'ont pas voté pour les majorités actuelles. Ça pose un problème. Une manière de penser à ça, ici à Bruxelles, c'est le nombre de siège pour les communes qui sont déterminés par la population. Mais le nombre de vote qu'il faut avoir, c'est le nombre d'électeurs. Et donc, tant qu'il y a un grand écart – 1/3 de la population – entre les électeurs et la population, ça fait en sorte que c'est assez facile de gagner une place en politique et de faire carrière ici à Bruxelles. Il faut se confronter à cette question. Moi je suis venu ici pour deux raisons. Premièrement, 1/3 de la population Bruxelloise ne peut pas être candidat pour les élections régionales et on pense que c'est un problème. Et deuxièmement, on cherche d'autres volontaires qui veulent travailler avec nous pour les élections régionales et Européennes. Donc si vous êtes intéressés à vous investir dans un mouvement citoyen, vous pouvez nous contacter et faire partie de notre mouvement. Merci.

(Applaudissements)

(Brouhaha)